

L'ONU cherche à redorer son blason

L'application des premières mesures de confiance entre les Sahraouis des territoires occupés et ceux des campements de réfugiés, semble donner des résultats positifs.

C'est du moins ce qu'on a compris lors de nos contacts avec des réfugiés sahraouis de Tindouf. Ces derniers, en crise de confiance vis-à-vis des Nations unies, ont admis que l'ONU «vient de donner un signe encourageant», même si les mesures de confiance sont encore «timides», sinon «incomplètes». Pour rappel, le plan de paix initial au Sahara occidental prévoit ce type de mesures afin de créer un climat de confiance entre les deux parties en conflit, le Maroc et le Front Polisario. En 2003, un nouveau plan de paix, connu sous le nom de plan Baker, prévoit une autonomie dans le territoire sahraoui de 4 ans et l'organisation d'un référendum, l'année suivante, qui tranchera le statut du Sahara occidental. Le plan Baker entrera en vigueur dès que le Maroc donnera son accord, quant à son application. Le même plan préconise une thérapie sur le plan psychologique, avant l'entrée des réfugiés dans leur pays, à travers quatre mesures de confiance proposées par le Haut Commissariat aux réfugiés (HCR) : mise en place, sans frais pour les bénéficiaires des liaisons téléphoniques et des services de courrier et de courrier électro-

nique entre le territoire sous occupation marocaine et les camps de réfugiés, organisation sous l'égide du HCR de visites réciproques des familles sahraouies séparées par le mur et organisation de séminaires « de nature non politique » à l'intention des Sahraouis installés de part et d'autre du mur.

Dans les faits, l'ONU n'est pas parvenue à imposer au Maroc l'acceptation de l'ensemble de ces mesures, limitant pour l'instant ces dernières aux visites familiales et aux communications téléphoniques des camps de réfugiés vers les territoires occupés. Les témoignages recueillis auprès des réfugiés sahraouis qui se sont déplacés avec les deux premières vagues, les 5 et 13 mars dernier, dans les territoires occupés, sont très émouvants. Tous ont laissé derrière eux mère, père, frères et sœurs, avant de s'exiler. Tous ont regagné les camps de réfugiés, une fois la visite terminée.

Selon Ali Hamed Moumen, Bachir Rir Ahmed Salem, Mohamed Lamine Abdellahi et sa femme Ahdjeb Chikh, l'accueil réservé par la population sahraouie des territoires occupés à l'aéroport d'El-Ayoune, défiant la police marocaine, a été impressionnant. Ils ont trouvé la capitale sahraouie complètement changée, par les nouvelles constructions et aussi par la présence en force de Marocains. Cinq jours ont été insuffisants pour rattraper 29 années de séparation, pourtant ils ont refusé de rester dans le territoire occupé par «l'ennemi» qu'ils ont combattu.

« C'est mon pays, mais il y a des Marocains. J'ai juré de combattre l'ennemi, j'ai donné ma parole et je ne peux trahir ni la lutte ni la cause », nous a confié M. Moumen. Selon lui, l'échange des visites familiales n'est rien d'autre qu'«une occasion pour revoir les



L'ONU n'est pas parvenue à imposer au Maroc l'acceptation des mesures.

membres de la famille restés vivants ». Il a également rapporté que les questions qu'on lui posait là-bas portaient notamment sur la fiabilité du plan Baker, les raisons du report du référendum et l'indépendance. MM. Salem et Abdellahi n'ont pas eu la chance de revoir leur père vivant. M. Abdellahi n'en revient pas d'avoir retrouvé sa mère paralysée et bien faible, alors qu'il la connaissait «plus robuste».

Cet homme blessé, qui ne cache pas son rejet du plan Baker, nous a fait part de ses craintes de voir l'ONU se retirer du territoire sahraoui. Bien que ces premières mesures soient qualifiées d'un « bon début, si elles visent l'indépendance à la fin », il a souligné que le danger serait de «poursuivre ces visites pour normaliser la présence marocaine et (d') assister au retrait de l'ONU pour laisser place à la peur et avaliser l'occupation marocaine dans le territoire». Puis, de noter que les Sahraouis des deux côtés souhaitent que de telles visites se poursuivent dans le temps. Quant à M. Salem, il a estimé que la peur est toujours présente dans le territoire, en restant admiratif devant le cou-

rage de «ceux qui affrontent au quotidien les forces d'occupation». Il a par ailleurs insisté sur le rôle mensonger de la presse marocaine qui présente, selon lui, les réfugiés sahraouis comme des «séquestrés».

Ces exemples montrent que les mesures de confiance, même partiellement appliquées, n'avantagent pas le Maroc. Aussi, il n'est pas à exclure que Rabat décide d'interrompre ces processus de mise en confiance, par crainte de perdre du terrain. D'autant que le Front Polisario, à travers le départ des réfugiés dans le territoire, y est revenu en force, en apparaissant encore comme l'interlocuteur unique du peuple sahraoui.

Le fait que le Maroc n'a ouvert jusqu'à présent que la ville d'El-Ayoune aux visites réciproques des familles, renforce davantage cette hypothèse. Il faut alors espérer que l'ONU fasse preuve de plus de fermeté vis-à-vis des autorités de Rabat, pour les amener à respecter l'ensemble des mesures de confiance et, par là même, l'application du plan de paix au Sahara occidental.

Z. C.

Manceuvres militaires dans les territoires libérés

«Le cessez-le-feu n'est qu'une trêve»

Samedi 13 mars 2004. Quatre véhicules de marque Toyota quittent les camps de réfugiés de Tindouf, en direction des territoires libérés sahraouis. A leur bord se trouvent le président de la République sahraouie (RASD), Mohamed Abdelaziz, des membres du gouvernement et du Parlement, ainsi que des responsables de la direction du mouvement indépendantiste, le Front Polisario et trois journalistes algériens. Le cortège présidentiel s'est arrêté dans une des bases de la 5^e Région militaire, non loin de Bir-Lahlou, ce village qui a vu naître la RASD un certain 27 février 1976, puis à Tifariti, la 2^e Région militaire. Celle-ci est située à quelque 800 kilomètres des campements de réfugiés et à environ 400 kilomètres d'El-Ayoune, la capitale du Sahara occidental sous occupation marocaine, qui échange depuis le début du mois des visites entre les familles sahraouies de cette ville et les réfugiés des camps de

Tindouf. Le 15 mars dernier, aux environs de 7h 30, le président Abdelaziz a passé en revue les troupes de l'armée sahraouie (ALPS), accompagné du ministre de la Défense et du commandant de la région. Les manœuvres militaires, auxquelles ont pris part un millier d'hommes des unités des blindés, de l'artillerie, de l'infanterie mécanisée et de la DCA, devaient se dérouler sur un périmètre de 20 km². Installé sur une jeep, le chef de l'Etat sahraoui a rejoint la position d'observation. Venue par voitures et par camions, la population des camps de réfugiés d'Aousserd a suivi de très près le déplacement du grand chef aux côtés de la communauté sahraouie en Mauritanie et des membres de la Mission des Nations unies pour un référendum au Sahara occidental (Minurso). Mohamed Abdelaziz a changé d'endroit et s'est placé cette fois sur une montagne de pierres. Et à l'aide de jumelles, il a contrôlé le champ de bataille. Sur le terrain, cinq groupements tactiques de l'ALPS ont simulé une attaque contre un

ennemi fictif, abrité derrière un mur défensif de sable. «L'ALPS qui a vaincu sur le terrain l'une des armées les plus opérationnelles en Afrique, des Forces armées royales, continue à se préparer pour reprendre le chemin de la guerre, si les efforts diplomatiques de l'ONU arrivent à échouer», a écrit plus tard l'agence sahraouie, SPS. Un tel message a été repris dans la soirée par le président de la RASD, dans son discours de clôture de la compétition inter-régions militaires. Mohamed Abdelaziz a saisi l'occasion pour lancer un appel à la population sahraouie des territoires occupés et à «l'ennemi, pour lui dire que le cessez-le-feu n'est qu'une trêve». Le chef de l'Etat a aussi déclaré que les Sahraouis «unis autour du programme du Front Polisario», sont décidés à poursuivre la lutte et même la guerre, jusqu'à l'indépendance.

La manœuvre militaire de Mijec se veut, vraisemblablement, un message pour les Nations unies. Tout le monde l'a compris, à commencer par ces nombreux jeunes

Sahraouis qui, pour la première fois, ont participé au «projet tactique» du 15 mars dernier. Cette manœuvre s'est voulue certainement un avertissement pour le Maroc et le «mur de la honte» qu'il a érigé dans les années 80, pour marquer son fait accompli colonial au Sahara occidental. Selon un responsable militaire de Tifariti, le mur est long de 2400 km. Il y aurait tous les deux mètres cinq mines (antichar, anti-groupe et antipersonnel). Pour ce combattant, chaque un ou deux kilomètres, sont installés un point d'appui occupé par une compagnie de l'armée marocaine, une sonnette mobilisant une section, une sous-sonnette concentrant un groupe de onze soldats et un point d'observation regroupant cinq militaires marocains ; «C'est le grand mur du monde, en termes de densité, c'est-à-dire en mines, en moyens humains, en barbelés et autres obstacles», a-t-il expliqué, en révélant plus loin que derrière ce mur, sont placés «théoriquement» 150 000 soldats des FAR.

Z. C.